

AUGMENTATION DES FRAIS D'INSCRIPTION POUR TOU·TE·S, MACRON FAIT PAYER LA FACTURE AUX ÉTUDIANT·ES

Depuis des années, le sujet de la hausse des frais d'inscription universitaires revient comme un serpent de mer dans le débat public. Après avoir augmenté les frais d'inscription pour les étudiant·es étranger·es - en les multipliant par 16 - et les élèves ingénieur·es, après avoir mis en place une taxe ("impôt") étudiante (indexée elle sur l'inflation selon la loi) qui conditionne le droit à l'inscription, la CVEC a à nouveau augmenté pour atteindre 103€ cette année (+ 12,6% d'augmentation en 6 ans), le gouvernement s'attaque désormais aux poches de tou·te·s les étudiant·es pour les faire payer.

En janvier 2022, au Congrès de France Universités (alors Conférence des Présidents d'Université), Emmanuel Macron s'exprimait sur les frais d'inscription, laissant entendre qu'en cas de réélection, il s'attaquerait à la gratuité de l'enseignement supérieur. Il disait alors : *"On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur est quasi-gratuit"*.

Quelques mois après le lancement de l'Acte 2 de l'autonomie des universités, le gouvernement annonce désormais clairement la sentence pour les étudiant·es : **à la rentrée prochaine, les frais d'inscription de toutes et tous seront augmentés de 2,9%.**

Cette augmentation se matérialise par plus 4,93€ en licence, 7€ en master, 11,02€ en doctorat, 17,43€ en école d'ingénieur pour les étudiant·es français·es et européen·nes. Pour les étudiant·es internationaux·ales hors Europe, ce sera plus 80,33€ en licence et 109,33€ en master.

Ce gouvernement montre encore une fois son mépris pour la jeunesse, qu'il ne cesse de précariser. En l'espace de quelques mois, les factures d'électricité ont explosé pour les étudiant·es, qui ont aussi payé au prix fort l'inflation alimentaire, les loyers CROUS ont augmenté de 3,5% ... Avec cette augmentation des frais d'inscription, le gouvernement sait pertinemment ce qu'il fait. En prenant appui sur le modèle anglo-saxon, qui a fini par augmenter de façon exponentielle ses frais, il entreprend de restreindre l'accès à l'enseignement supérieur pour les plus pauvres.

L'intersyndicale ESR dénonce cette augmentation des frais d'inscription et appelle la communauté universitaire à se mobiliser contre cette mesure et contre le projet de ce gouvernement concernant l'éducation et l'enseignement supérieur.

Signataires : Union Etudiante, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, Sup'Recherche-UNSA, UNSA ITRF-BI-O, A&I-UNSA, SUD éducation, SNUASFP FSU, UNEF, SNETAP-FSU, Sud Recherche, FO ESR, CGT-INRAE, SNCS-FSU, CFDT Education, formation et recherche publique, SNPTES-UNSA, Solidaires Etudiant.e.s, SNTRS-CGT, FSE, CGT FERC Sup, FAGE